



**Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et  
l'environnement**

**Marché à procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1, 2° et  
R2123-1, 3° et R2131-14 du code de la commande publique**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

Administration contractante :

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement  
Etablissement public à caractère scientifique et technologique  
Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes  
5 rue de la Doua CS 20244 - 69625 Villeurbanne Cedex

Objet de la consultation :

**Développement d'une interface webmappé - projet BDSTAV2**

Numéro de consultation : 2026-LESSEM-BDSTAV2

**Date limite de remise des offres : jeudi 26 mars 2026 à 12h00**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PROCEDURE .....	3
ARTICLE 2 : TYPE DE CONSULTATION .....	3
ARTICLE 3 : DÉCOMPOSITION .....	3
3.1 - Décomposition en lots.....	3
ARTICLE 4 : DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION.....	3
ARTICLE 5 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	3
ARTICLE 6 : PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS .....	3
6.1 – Modalités de présentation des candidatures et des offres.....	3
6.2 – Transmission et réception des offres .....	5
ARTICLE 7 : APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES .....	6
7.1 – Appréciation des capacités .....	7
7.2 – Critères d'attribution .....	7
ARTICLE 8 : NÉGOCIATION .....	8
ARTICLE 9 : MODE DE REGLEMENT.....	9
ARTICLE 10 : MODALITÉS DE NOTIFICATION DU MARCHÉ : .....	9
ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	9
ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE .....	9
ARTICLE 13 : VISITE .....	9
ARTICLE 14 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....	10

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA PROCEDURE**

La présente consultation concerne le développement d'une interface webmappé dans le cadre du projet de refonte de la BD Stations le projet BDSTAV2. Ceci afin d'en faire un outil avec une mise à jour simplifiée et une interface interactive plus récente.

## **ARTICLE 2 : TYPE DE CONSULTATION**

Le présent marché est un marché à procédure adaptée en application de l'article L2123-1 l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## **ARTICLE 3 : DÉCOMPOSITION**

### **3.1 - Décomposition en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. L'objet du marché ne permet pas l'allotissement du marché.

L'option « Statistiques lors de la sélection d'un attribut » doit être détaillée et chiffré séparément de l'offre de base. L'acheteur affermira l'option au plus tard 5 mois après la notification du marché.

### **3.2 – Prestations supplémentaires éventuelles**

L'option « Statistiques lors de la sélection d'un attribut » doit être détaillée et obligatoirement chiffrée séparément de l'offre de base. L'acheteur affermira l'option au plus tard 5 mois après la notification du marché. Si le candidat ne transmet pas le chiffrage de la PSE, alors l'offre sera considérée comme irrégulière.

## **ARTICLE 4 : DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION**

Le présent marché est conclu pour une période de **treize (13) mois** à compter de la date de notification. Le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la notification. Le délai d'exécution du marché correspond au délai d'exécution des services. Un premier livrable est attendu pour le 01<sup>er</sup> mai 2026. Le livrable finalisé est attendu pour avril 2027.

## **ARTICLE 5 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

## **ARTICLE 6 : PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS**

### **6.1 – Modalités de présentation des candidatures et des offres**

L'offre de chaque soumissionnaire sera entièrement rédigée en langue française.

Les offres seront exprimées en EURO.

***Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.***

#### **6.1.1 Candidature**

Sauf en cas de remise d'une candidature par DUME (document unique de marché européen), les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés ci-après. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

1. la lettre de candidature, et le cas échéant l'habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement (réf : formulaire DC1) ;
2. la déclaration des candidats aux marchés de l'Etat (réf : formulaire DC2), avec notamment le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisé au cours des trois dernières années ;

***Le marché ne peut être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve qu'il produise, dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande de INRAE, les pièces suivantes :***

- i. Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois, (ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM (Registre des Métiers), ou à défaut un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription).
- ii. La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D. 8254-2 du code du travail.
- iii. Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- iv. Les certificats fiscaux et sociaux attestant du paiement des cotisations.

Les soumissionnaires peuvent fournir ces pièces complémentaires dès le départ avec l'ensemble des autres pièces administratives demandées dans leur pli.

*Pour produire les éléments demandés, le soumissionnaire peut télécharger les formulaires DC1, DC2, DC4 sur le site du MINEFE à l'adresse suivante rubrique « formulaires non obligatoires » : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>*

#### **Important :**

*Ces pièces sont également à fournir pour*

- *chaque cotraitant membre du groupement (à l'exception du DC1 à communiquer uniquement par le mandataire du groupement) ;*
- *chaque sous-traitant. Ce dernier devra produire en appui du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance), le DC2 avec son annexe telle que demandée en pièce n°2 du présent article ainsi que, s'ils ne sont pas disponibles sur PLACE, les certificats fiscaux et sociaux attestant du paiement de leurs cotisations.*

*De même, pour justifier de leurs capacités, les soumissionnaires peuvent faire appel aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique les associant.*

*Pour le cas où la nature du lien juridique les associant ne relève ni de la cotraitance ni de la sous-traitance, et en application de l'article R. 2143-12 du décret 2018-1075, les soumissionnaires doivent apporter, outre l'ensemble des pièces obligatoires de candidature énumérées dans le présent article, une preuve par tout moyen approprié, justifiant qu'ils disposeront effectivement des capacités présentées à l'appui de leur candidature pour la réalisation du marché.*

#### 6.1.2 Pour la partie « Offre »

Le dossier à remettre par chaque soumissionnaire doit comporter :

- 1 Acte d'engagement + RIB,
- 2 Offre de prix avec une estimation financière précise pour l'offre de base et pour l'option,
- 3 Un mémoire technique répondant au cahier des charges précisant les spécifications techniques

### **6.2 – Transmission et réception des offres**

En application des articles R. 2132-7 et R. 2132-13 du Code de la Commande Publique, la transmission des candidatures et des offres se fera obligatoirement par voie électronique sur le profil d'acheteur de INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans les conditions exposées ci-dessous. Les soumissionnaires ont toutefois la possibilité d'y ajouter une copie de sauvegarde par voie traditionnelle.

#### 6.2.1 Transmission électronique dématérialisée

Les soumissionnaires disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme à l'adresse URL de la plateforme (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

**En cas de difficultés techniques rencontrées lors du dépôt d'un pli, INRAE recommande l'ouverture d'un ticket au support de la plateforme attestant des problèmes techniques rencontrés. Seule cette démarche permet d'attester d'un dysfonctionnement rencontré par le candidat.**

#### Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. La date et l'heure pris en compte pour la remise des candidatures et des offres sont celles données sur la plate-forme pour INRAE à réception des documents envoyés par les soumissionnaires.

Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus: (heure de Paris).

Les soumissionnaires devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre :

**Format des fichiers : XLS(x), DOC(x), RTF, PPT(x), PDF, ou équivalents**

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué plus haut.

**Signature électronique : La signature électronique n'est pas requise.**

### 6.2.2 Copie de sauvegarde (support physique) - non obligatoire

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier, dans le même délai que le pli électronique (spécifié en page de garde du présent document).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une offre est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur et n'a pu être ouverte ;
- lorsqu'un problème technique émanant de la plate-forme de dématérialisation, objectivement sans lien avec le soumissionnaire, empêche ce dernier de remettre un pli électronique. Dans ce cas, le soumissionnaire devra prouver par tout moyen de preuve (copie-écran, etc ...), qu'il a tenté de remettre un pli et qu'il a été objectivement dans l'impossibilité de le déposer sur la plate-forme. Attention, le problème doit résulter de la plate-forme et non d'une mauvaise configuration du poste du soumissionnaire à partir duquel est remis le pli ou encore d'un empêchement dû aux filtres de sécurité du soumissionnaire ou de tout autre motif qui ne résulte pas entièrement de la plate-forme.

Les pièces constitutives de la candidature et de l'offre, assorties d'une version numérique sur support magnétique (clé USB, DVD-rom, etc ...), seront placées sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adapté et scellé).

Cette copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés aux articles 6.1.1 et 6.1.2 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

**MAPA 2026-LESSEM-BDSTAV2  
COPIE DE SAUVEGARDE  
« NE PAS OUVRIR »  
(NOM DE L'ENTREPRISE)**

Elle sera adressée par lettre recommandée avec avis de réception postale à :

INRAE CENTRE LYON GRENOBLE AUVERGNE RHONE ALPES  
SDAR – SERVICE ACHATS MARCHES  
SITE DE GRENOBLE  
2 RUE DE LA PAPETERIE  
BP76  
38402 SAINT MARTIN D'HERES CEDEX

ou remise à l'adresse indiquée ci-dessus contre récépissé avant la date limite fixée en page de garde du présent document.

La réception des plis est assurée du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées en page de garde du présent document ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront retournés à leurs expéditeurs.

### **ARTICLE 7 : APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES**

La recevabilité et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues notamment aux articles L2152-1 à L2152-4, R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur élimine les offres non conformes à l'objet de la présente consultation.

A ce titre, sont éliminées sans être classées les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé qu'est :

- inappropriée, une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation,
- irrégulière, une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale,
- inacceptable, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Le jugement donnera lieu à un classement des offres.

### ***7.1 – Appréciation des capacités***

Les critères intervenant pour l'appréciation des capacités sont les **garanties et capacités techniques et financières ainsi que la capacité professionnelle.**

Suite à cette analyse, sont éliminés :

- les candidatures qui ne sont pas recevables ;
- les soumissionnaires dont les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du ou des marchés seront jugées insuffisantes, après analyse des éléments fournis dans la partie candidature du pli (cf. article 6.1.1).

### ***7.2 – Critères d'attribution***

Les offres des soumissionnaires seront jugées et classées en fonction des critères pondérés suivants :

- **Valeur technique de l'offre (45 %) (Nt)**
  - Solution technique proposé (technologies, architecture, ...) (20%)
  - Projets précédents en accord avec celui du stationoscope V2 (15%)
  - Modularité de l'affichage des éléments des fiches (10%)
- **Qualité (30%) (Nq)**
  - Délai (5%)
  - Méthode de suivi de l'avancement (5%)
  - Tests unitaires (5%)
  - Méthode d'explicitation du code développé (10%)
  - Documentation envisagé (5%)
- **Prix (25%) (Np)**
  - Présentation chiffrage précis de chacun des lots

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **Méthode de notation des critères valeur technique et qualité :**

Les critères seront jugés en attribuant des notes de 0 à 4 à chaque sous-critère, selon le tableau ci-dessous :

0	Nul	Aucun élément remis ou hors sujet
1	très insuffisant	Aucun élément pertinent ou spécifique remis
2	Insuffisant	Peu d'éléments pertinents ou spécifiques remis
3	Moyen	Eléments pertinents mais peu spécifiques ou peu détaillés
4	satisfaisant	Eléments pertinents, spécifiques, détaillés remis pour les points/aspects essentiels de l'élément noté

Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération.

#### **Méthode de notation du critère prix :**

Note = (prix le plus bas/prix de l'offre examinée) x note max

L'administration pourra demander aux soumissionnaires de préciser le contenu de leur proposition.

L'offre économiquement la plus avantageuse ou « mieux disante » sera jugée au regard de la note globale N établie de la manière suivante :

$$N = (N_t \times 0,45) + (N_q \times 0,30) + (N_p \times 0,25)$$

Dans laquelle :

N<sub>t</sub> = note attribuée au critère technique

N<sub>q</sub> = note attribuée au critère qualité

N<sub>p</sub> = note attribuée au critère prix

### **ARTICLE 8 : NÉGOCIATION**

INRAE se réserve la possibilité de négocier le marché avec les 3 meilleurs soumissionnaires sélectionnés sur la base des critères spécifiés à l'article 7.2. De même le choix final du Titulaire du marché se fera sur la base de ces critères en fonction des éléments obtenus ou non lors de la négociation.

La négociation se fera soit par le biais d'une audition, soit par courriel. Tous les soumissionnaires retenus seront auditionnés sur le même fonctionnement.

En application des dispositions de l'article R2123-5 du code de la commande publique, INRAE peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

**Les soumissionnaires préciseront impérativement dans leur offre le nom et l'adresse e-mail de la personne à contacter pour la convocation à la négociation.**

Si la négociation se faisait sous forme d'audition, une convocation précisant notamment les modalités techniques et d'accès à cette audition (date, heure, durée, salle de réunion ou lien visioconférence) sera alors adressée à chacun des soumissionnaires par voie électronique au moins cinq (5) jours calendaires avant.

La durée des auditions est la même pour tous les candidats y participant. Les informations échangées restent confidentielles.

**Trois personnes maximum par soumissionnaire** seront admises à se rendre à cette audition. Parmi ces personnes.

A l'issue de la négociation orale, il sera demandé aux soumissionnaires de confirmer par écrit les engagements/éléments avancés lors de l'audition.

Si nécessaire, la négociation se poursuivra selon la forme d'un jeu de questions/réponses adressé par courriel à chacun des soumissionnaires auditionnés.



## **ARTICLE 9 : MODE DE REGLEMENT**

Le mode de règlement du marché est le virement administratif. Le paiement interviendra sous un délai de 30 Jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'Acte d'Engagement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

## **ARTICLE 10 : MODALITÉS DE NOTIFICATION DU MARCHÉ :**

L'Acte d'Engagement sera rematérialisé et signé physiquement par l'attributaire du marché puis adressé à INRAE. INRAE le signera, puis notifiera le marché au titulaire. La notification consiste en la réception par la titulaire d'une copie du marché signée des deux parties. La notification pourra être réalisée par voie électronique.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Aucune modification ne peut être apportée au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) par les candidats.

En application des dispositions de l'article R2132-6 du code de la commande publique, pour obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation de leur offre, les soumissionnaires doivent s'adresser en temps utile à INRAE, au plus tard **mercredi 18 mars 2026**, et de telle sorte que l'Institut puisse répondre, au plus tard, le **vendredi 20 mars 2026**, sur le profil d'acheteur de INRAE (PLACE). **Si les réponses aux questions font l'objet d'une modification majeure du DCE, la date de remise des offres sera prolongée.**

Les demandes de renseignement complémentaires se font via la plateforme (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Le délai de 6 jours est décompté à partir de la date d'envoi des modifications par la personne publique. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE**

En répondant à la présente consultation, le candidat s'engage, tant en son nom (candidat individuel ou ensemble des membres du groupement) qu'en celui de ses intervenants à garder confidentielles toutes les informations, quel qu'en soit le support, auxquelles il pourrait avoir accès dans le cadre de la présente consultation.

## **ARTICLE 13 : VISITE**

Sans objet.

## **ARTICLE 14 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de LYON :

184, Rue Duguesclin  
69003 LYON